

AVIS DE KO SOCIAL

26 SEPTEMBRE 2004 - PARIS

Nous nous battons pour nos vies, et pour tout ce qui peut les rendre belles et joyeuses : la liberté d'aller et de nous installer où nous voulons ; le droit à un revenu décent, qu'il soit ou non lié à un emploi ; un logement où vivre ; l'accès à un système de santé de qualité pour tous et toutes ; l'égalité effective entre les hommes et les femmes ; un usage intelligent de toutes les ressources de notre planète ; la visibilité et les droits de tous ceux et celles parmi nous, qu'on appelle " minorités " ; la libre circulation du savoir, des progrès techniques ou scientifiques ; l'art ; des systèmes sociaux, politiques, éducatifs et économiques au service des besoins et des désirs de tous et toutes , etc.

Nous pouvons continuer la liste ensemble. Nos luttes peuvent être locales ou globales : nous n'admettons pas les frontières qui nous sont imposées et que rien ne légitime.

Aujourd'hui, nous sommes à l'offensive. La majorité actuelle, relayée par les médias les plus influents, ne cesse de pervertir (dans la lignée de celle qui l'a précédée) les valeurs que nous défendons en détournant les mots de leur sens et en développant toute une rhétorique trompeuse, autour du " social " (" fracture sociale ", il y a 9 ans, " cohésion sociale " aujourd'hui).

Le trouble semé ainsi dans les esprits permet à Chirac et son gouvernement la mise en place de lois et des pratiques administratives qui vident de leur substance tous les droits vitaux, acquis après de nombreuses luttes :

- Les inégalités entre les différentes composantes de la population s'accroissent toujours plus vite, privant ainsi les services publics, démantelés sous l'alibi de la construction européenne des moyens d'assurer leur mission.

- Les chômeurs - euses, les recalculé-es, les précaires, sont de plus en plus nombreux-euses, confronté-es à une grave crise du logement tandis que leur accès au système de soins est compromis. Les plus fragiles, sans-papiers, sans abri, nomades, chômeurs-euses, RMistes, précaires, malades, détenu-es, prostitué-es, " jeunes-des-banlieues ", usager-es de drogues, etc., mis-es

sous tutelles par les nouvelles technologies de surveillance et de contrôle, sont visé-es comme victimes expiatoires par une politique de plus en plus répressive.

- La démagogie désormais participative : la majorité a essuyé deux grands échecs électoraux et refuse de modifier la politique qu'elle impose depuis plus de deux ans. Pire, elle bafoue la démocratie même lorsqu'elle prétend remettre en cause les droits à la résistance et à la contestation qui en sont aux fondements, en tentant de museler la société civile et l'ensemble du mouvement social (procès, violences policières, suppression de subventions...).

Tout cela profite à une politique de repli sur soi et de haine de l'autre prônée comme seule alternative valable par les droites extrêmes et populistes, relayée de fait par les politiques gouvernementales européennes.



Face à un tableau si noir, comment croire que la moindre action pourrait avoir de l'effet ? Nos ennemis paraissent si lointains : le gouvernement français (et les autres), les parlementaires, le Medef, qui exerce un chantage au travail sur les salariés, tout en profitant des cadeaux fiscaux qui lui ont été accordés depuis des années, les institutions européennes, le FMI, la Banque mondiale, etc. Toutes ces structures, les gens qui les font vivre, et qui déterminent nos vies, semblent tellement inaccessibles.

Il n'en est rien. Ces gens, ces structures n'ont comme légitimité et comme pouvoir que ceux que nous voulons bien leur accorder. Il est temps de leur résister, massivement.

Le KO social est un des outils de cette résistance. Individus, artistes, associations, syndicats - nous sommes réunis parce que nous avons des combats en commun, parce que nous ne voulons pas nous résigner, parce que nous avons des expériences à faire partager, parce que nous aimons faire la fête ensemble et parce que nous avons besoin de tous et de toutes pour continuer nos luttes.

Nous nous battons pour nos vies, et pour tout ce qui les rend belles et joyeuses.

AC !

(Agir ensemble contre le chômage)

AC ! est une organisation, un réseau de réseaux luttant contre le chômage, la précarité et les exclusions. Elle regroupe des salariés au chômage, en retraite ou en formation et est organisée en collectifs locaux, une centaine à ce jour, réunis en coordination régionales et interrégionales.

Au moins deux fois par an, des assises organisées nationalement statuent sur les questions importantes, la " ligne politique " d'AC !.

AC ! fut à l'initiative des " Marches européennes contre le chômage, la misère et les exclusions " qui, après avoir sillonné l'Europe, ont fait converger sur Amsterdam plus de 50 000 personnes en juin 1997 et autant à Cologne en mai 1999 lors du Sommet Européen.

Durant le mouvement d'occupation d'ASSEDIC de l'hiver 1997-98, les militants d'AC ! ont largement contribué au développement d'actions. Nous continuons le combat...

La pauvreté et la précarité s'étendent. En urgence, nous voulons :

- L'indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité (*levée de l'interdiction du RMI aux moins de 25 ans - individualisation des minima sociaux pour en faire un droit individuel*)
- Avec ou sans emploi, le SMIC mensuel au minimum (*revalorisation des minima sociaux et de l'allocation plancher ASSEDIC*).
- Présence des chômeurs et précaires partout où se décide leur sort
- Allocation de fin d'année de 500 euros pour TOUS les chômeurs et précaires. (*La petite prime gagnée par la mobilisation est menacée, elle aussi, par le gouvernement*)
- La réquisition des logements vides, l'arrêt des destructions de HLM
- Des logements pour tous les mal-logés
- Les transports gratuits et l'abrogation de la loi LSQ, la loi qui condamne les fraudeurs à aller en prison
- L'arrêt des coupures EDF

**Un emploi c'est un droit, un revenu c'est un dû !
PAS DE JUSTICE SOCIALE, PAS DE PAIX SOCIALE !**

A.C.123 rue Mathis 75019 PARIS - tel : 01 40 09 27 49 www.ac.eu.org

Act Up-Paris

Act Up-Paris a 15 ans. 15 ans de colère, de lutte contre le sida, de combat de séropos, de malades, d'activistes, d'homos, de femmes, d'hystériques, de folles - furieuses ou perdues. 15 ans à combattre les pouvoirs publics, l'industrie pharmaceutique, les discours religieux hostiles au préservatif, 15 ans à investir le monde de la recherche et à établir un rapport d'égalité avec nos médecins, 15 ans à se battre contre l'épidémie.

Le sida tue 10 000 personnes par jour. Plus de 90 % des séropositifs n'ont accès à aucun traitement. En

France, la réforme de la protection sociale compromet l'accès à la prévention, au dépistage et aux soins des personnes précaires. Ces données ne sont pas une fatalité. Elles sont la conséquence des politiques des pays riches et de l'industrie pharmaceutique. Aidez-nous à les combattre, soutenez notre combat.



**Rejoignez-nous : réunion hebdomadaire tous les mardis, 19 heures,
Ecole des Beaux-Arts, 14 rue Bonaparte, Paris 6ème.
<http://www.actupparis.org/> - www.actupparis.org**

Un regroupement d'habitants, de militants associatifs et politiques est allé à leur rencontre pour alerter l'opinion sur leur situation et faire pression sur l'Etat et les élus locaux afin que soient mises en place des structures d'accueil. En exhortant ainsi la France à ne plus les traiter comme des chiens, nous brigions la liberté d'aller, de venir, et de s'installer.

www.exiles10.org - Exiles10@rezo.net

Cesare Battisti : justice brisée, homme broyé

Cesare Battisti, ex-gauchiste happé par la guerre civile italienne des années 70, s'évada en 1981. En son absence, le tribunal italien le condamna à la prison à vie sans preuve et sans témoin, sur les dires d'un " repentant " qui lui fit endosser quatre meurtres qu'il n'avait pas commis. En 1991, la Cour d'Appel de Paris le déclara non extradable. Mais en 2002, les gouvernements italien et français négocièrent les anciens réfugiés à des fins politiques et électorales. Le 30 juin 2004, la Cour de Paris, recomposée et agissant sur ordre, brisa sciemment la loi et extrada Battisti en le privant de son droit obligatoire à un nouveau procès. Jour de honte : promesse d'Etat trahie, loi détruite, indépendance de la justice broyée, innocence d'un homme ignorée. On entend dire que Battisti a fui la justice. Quelle justice ? Qu'il s'est soustrait à la loi. Quelle loi ? Il s'est soustrait à l'arbitraire illégal d'un Etat qui a rompu son devoir de justice aux fins de marchandage. Aujourd'hui, l'opinion publique est aveuglée par la propagande, et les politiques se taisent. Sommes-nous seuls ? Non. Avec nous, le plus grand allié qui soit : l'Histoire et sa vérité, que nulle force n'a jamais pu enfermer, que nulle propagande n'a jamais vaincue. La vérité de l'Histoire remontera, tôt ou tard, et sauvera Battisti. Avec elle, nous nous battons.

soutien.battisti.paris@wanadoo.fr

Fred Vargas

Confédération Paysanne

Syndicat pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

La Confédération paysanne est un syndicat paysan, créé en 1987. Elle remet en cause le modèle de développement agricole productiviste des 40 dernières années qui a engendré : baisse des prix agricoles, surproductions, crises sanitaires, disparités entre régions françaises, européennes et mondiales et diminution continue du nombre de paysans. Elle propose un projet alternatif : l'agriculture paysanne.

Ses adhérents sont tous paysannes ou paysans, en activité ou retraités, mais la Confédération porte un message non corporatiste considérant que " l'agriculture est l'affaire de tous ". Ce faisant, son projet s'inscrit dans une réflexion et une action plus vaste à l'échelle de la société. C'est pourquoi elle est un des acteurs du mouvement social français et international.

On peut retrouver la Conf' sur les sites : <http://www.confederationpaysanne.fr/> - <http://www.lesamisdelacnf.org/>

www.avisdekosocial.org

Agir Contre la Guerre

Le 1er Forum Social Européen (FSE) a eu lieu à Florence en novembre 2002. Une date en est ressortie : celle du 15 février 2003, manifestation internationale contre la guerre. En un mois, plus de 30 millions de personnes ont défilé dans le monde. Voilà la naissance du plus gros mouvement anti-guerre de l'histoire.

Le 5 juin 2004, à l'occasion de la venue de Bush et Poutine à Paris, 30 000 personnes, venues de toute la France, ont manifesté pour contester leur politique meurtrière.

L'existence en France d'un mouvement contre la guerre sans limites s'est confirmée. ACG met tout en œuvre pour que cette mobilisation s'installe durablement. La prochaine échéance est le FSE, qui aura lieu à Londres, du 15 au 17 octobre 2004.

ACG organise la mobilisation, et affrète des cars pour Londres. Pour plus de renseignements, pour mobiliser avec nous, récupérer tracts et affiches, contactez-nous !

<http://agircontrelaguerre.free.fr> <<http://agircontrelaguerre.free.fr/>>
agircontrelaguerre@yahoo.fr 01 42 62 24 45 ou 06 16 42 27 87

AMUHF

(Association des medecins urgentistes de France)

L'association des médecins urgentistes hospitaliers de France lutte pour l'égalité des soins dans la prise en charge des urgences, le renforcement des structures en personnels et moyens matériels, partout en France. 15 millions de personnes viennent aux urgences chaque année, et autant demande de l'aide au SAMU.

Nous participons aussi au débat public avec le collectif de défense des hôpitaux publics rassemblant l'ensemble des catégories socio-professionnelles des hôpitaux avec la CGT santé, FO santé, SUD santé, la CFTC.

Nous avons aussi un engagement d'intervention en urgence avec MDM, partout dans le monde.

Nous menons une action depuis deux ans en Palestine pour former des secouristes.

Nous souhaitons développer le lien social avec les autres organisations du KO social car l'hôpital est un bien commun et non une appartenance réservée à telle ou telle catégorie.

Nous défendons l'accès aux soins notamment en défendant les petits hôpitaux.

Enfin nous combattons le plan hôpital 2007 qui fait entrer le service public hospitalier dans une logique d'économie industrielle. Tout un dispositif est en train de se mettre en place pour fermer tout ce qui n'est pas rentable dans les hôpitaux, et les plans d'économie nous empêchent de travailler.

Il y a donc maintenant urgence pour les urgences mais aussi pour l'hôpital public.

Vous pouvez nous joindre www.amuhf.com

Collectif de soutien aux exilés du 10ème

La question de l'exil a frappé à la porte du 10ème voilà près de 2 ans, tout juste après la fermeture du camp de Sangatte en 2002. Cette décision politique n'a fait disparaître les exilés que de la une des médias. Ils se sont déplacés et nombre d'entre eux - Kurdes, Afghans, Irakiens et Iraniens notamment - se retrouvent à survivre dans Paris, aux abords de la gare du Nord, sans abri, sans droit, sans information. Ils sont les conséquences vivantes des nouvelles lois européennes en matière d'asile et des politiques de dissuasion à l'égard des étrangers venant chercher une protection en Europe.

Un regroupement d'habitants, de militants associatifs et politiques est allé à leur rencontre pour alerter l'opinion sur leur situation et faire pression sur l'Etat et les élus locaux afin que soient mises en place des structures d'accueil. En exhortant ainsi la France à ne plus les traiter comme des chiens, nous brigions la liberté d'aller, de venir, et de s'installer.

www.exiles10.org - Exiles10@rezo.net

CNDF

(Collectif National pour les Droits des Femmes)

Le Collectif National pour les Droits des Femmes est un regroupement d'associations féministes, de syndicats, de partis politiques et d'individus constitué le 24 janvier 1996 suite à l'organisation d'une manifestation nationale de 40 000 personnes pour les droits des femmes le 25 novembre 1995. Il se fixe comme objectif de faire passer dans les faits, dans la pratique, l'égalité formelle que les femmes ont conquise durant tout le vingtième siècle.

Il se bat sur tous les terrains où les femmes souffrent de discriminations et de traitements inégaux, de violences, de manquements à leur dignité. Il intervient dans des domaines aussi variés que la réduction du temps de travail, l'égalité professionnelle, le travail

Mail : colcadac@club-internet.fr

de nuit, les équipements collectifs, la famille, le travail domestique, les violences, la lesbophobie, la place des femmes dans la vie publique, la lutte contre l'extrême droite, contre le sexisme et le patriarcat...



Education sans Frontières

Le Réseau Education sans Frontières, appelle à l'action tous ceux qui sont révoltés par la situation de milliers de jeunes scolarisés rejetés dans la clandestinité parce que les autorités leur refusent le titre de séjour qui leur permettrait d'étudier, de travailler et de vivre dans le pays où ils ont leur famille et leurs attaches. Des dizaines d'élèves sans papiers ont pu rester en France grâce à la solidarité de leurs enseignants, de leurs camarades, des parents d'élèves, de personnalités locales et nationales, de milliers d'anonymes aussi. Constitué en juin 2004, le Réseau, soutenu par de nombreux syndicats et associations, commence à fédérer ces collectifs, existants ou à naître. C'est un beau combat ! Qu'il faut gagner et qu'on gagnera ! Il est, avec d'autres, une façon de refuser le monde du fric et de la frime qu'on propose comme idéal aux jeunes et de lui opposer celui de la solidarité et du combat collectif contre l'injustice.

Mail : educsansfrontieres@free.fr

A paraître : Une brochure donnant des conseils pratiques et juridiques pour faire régulariser ces élèves.

Union Syndicale G10 Solidaire

L'Union syndicale G10 Solidaires est un outil interprofessionnel s'inscrivant dans un syndicalisme de lutte et de contre-pouvoir, liant défense quotidienne des salarié-e-s et transformation de la société. Elle regroupe 38 fédérations ou syndicats nationaux, dont les syndicats Sud.

L'Union syndicale-G10 Solidaires entend participer à la rénovation du syndicalisme pour redonner aux salariés le goût de l'action collective. L'Union syndicale-G10 Solidaires a l'ambition de favoriser l'unité d'action et les convergences avec toutes les forces syndicales qui s'opposent au libéralisme, à partir des préoccupations et des revendications des travailleur-se-s.

Notre syndicalisme ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail et s'inscrit pleinement dans un mouvement de résistance altermondialiste, dont l'importance et l'impact ont déjà permis d'ouvrir des brèches dans l'idéologie libérale. Défendre efficacement les travailleurs, c'est agir sur l'ensemble des facteurs qui déterminent leurs conditions d'existence et favoriser la construction de rapports de forces aptes à imposer d'autres choix économiques et sociaux favorables aux salariés, chômeurs, précaires...

93 bis rue de Montreuil - 75011 Paris - 01 58 39 30 20

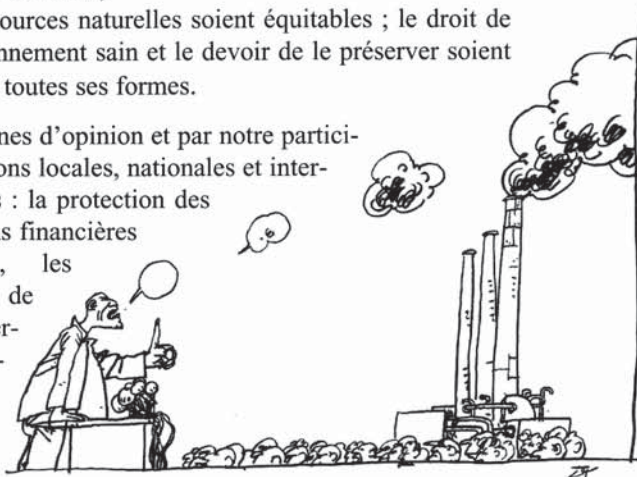
Les Amis de la terre

Les Amis de la Terre France est une association à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Depuis sa création en 1970, elle a participé à la fondation du mouvement écologiste en France.

Depuis plus de trente ans, les Amis de la Terre oeuvrent pour des sociétés durables au Nord comme au Sud dans lesquelles :

- les besoins fondamentaux soient satisfaits sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs ;
- l'accès et le partage des ressources naturelles soient équitables ; le droit de chacun à vivre dans un environnement sain et le devoir de le préserver soient respectés, ainsi que la vie sous toutes ses formes.

Nous agissons par des campagnes d'opinion et par notre participation constante aux négociations locales, nationales et internationales, sur plusieurs fronts : la protection des forêts tropicales, les institutions financières internationales, l'agriculture, les modes de production et de consommation, le climat, l'énergie et les transports, le nucléaire.



Marche Mondiale des Femmes

«La Marche Mondiale des Femmes» a été créée en 1999 afin de participer à la «Marche Mondiale des Femmes» contre les violences et la pauvreté en l'an 2000 qui a réuni sur ses thèmes 10 000 personnes à Paris en juin 2000 et 35 000 européennes à Bruxelles en octobre 2000.

En France, elle est partie prenante du CNDF et se préoccupe particulièrement de la lutte contre la mondialisation libérale et pour la solidarité internationale. Elle participe activement aux FSM et aux FSE et développe ses propres mobilisations en direction de l'Europe avec la Coordination Européenne de la Marche mondiale des Femmes. Elle a été à l'initiative de l'Assemblée européenne pour les Droits des femmes au FSE de Paris qui a regroupé plus de 2000 femmes de toute l'Europe et prépare une nouvelle mobilisation mondiale qui démarrera le 8 mars 2005 au Brésil pour se terminer le 17 octobre 2005 au Rwanda, en passant par une initiative européenne les 28 et 29 mai à Marseille.

Mail : marchfem@ras.eu.org

Droit Au Logement

Les loyers flambent dans tout le pays. Les fauchés ne peuvent plus se loger ailleurs qu'en HLM. Jamais les bailleurs privés n'ont gagné autant d'argent depuis le début du siècle. Jamais il n'y a eu autant d'expulsions et les annonces «bidonnées» de Borloo n'y changeront rien. Jamais il n'y a eu autant de logements vides dans les grandes villes. Mais ça ne suffit pas, et le gouvernement met en place une politique de privatisation des HLM, à travers la vente, la déréglementation progressive des loyers (ça veut dire hausse des loyers), les démolitions massives, la baisse des allocations logement, la liquidation des moyens de financement ...

C'est tout de suite qu'il faut lutter et résister contre cette offensive sans précédent sur nos droits. Nous n'attendons pas les promesses électorales car demain c'est ledéveloppement des bidonvilles, les discriminations urbaines et l'aggravation de la spéculation qui menacent. Nous luttons concrètement et tous les jours pour la réquisition des logements vides, l'arrêt des expulsions sans relogement, des logements décentes pour tous et pour le relogement des familles en lutte. Des milliers de familles ont été relogées à la suite de ces luttes. **Rejoignez le combat du DAL !**

Rendez-vous mercredi prochain, 29 septembre à 9h30 place du Chatelet.

Contact DAL : 01 42 78 22 00 - 8 rue des francs Bourgeois
<http://globenet.org/dal-dal@globenet.org>

LES JEUNES ÉTRANGERS C'EST CHIANT.



Droits devant !!

Le 18 décembre 94, associations, syndicats, société civile, à l'appel des familles du DAL occupent 10 000m2 : la rue du Dragon à S.Germain. Extraordinaire espace de solidarité, d'échanges de savoir, et créations pour tous les " Sans " : défense des droits à venir et à naître : les " droits sont devant " : création de Droits devant!!

En Novembre 95, Dd!! occupe avec tous les acteurs du mouvement social Beaubourg pendant une semaine. Dd!! est à l'origine de la déclaration commune de " L'appel des SANS " : 10 ans de luttes concrètes sur le terrain avec les " Sans " : sans droits, sans logis, sans papiers.

96 St. Bernard, St. Ambroise, nous luttons ensemble, les sans papiers pourchassés, seront accueillis avec Dd!! et des avocats à la Cartoucherie de Vincennes.

97 Création des " Parrainages Républicains " ; des liens forts de solidarité et des engagements concrets se tissent entre des milliers de sans papiers et la société civile.

Présents de Seattle à Millau, mise en réseaux et transversalité des luttes contre le libéralisme sauvage. Dès 97, occupation et forums à l'Organisation International du Commerce pour dénoncer l'AMI et l'Organisation Mondiale du Commerce et les politiques criminelles du FMI, B.M. Actions et occupations diverses des institutions ou multinationales fabriquant précarité généralisée des Sans et véritable esclavage des sans papiers.

Création de permanences juridiques pour les sans papiers, et sans droits " Femmes Urgence Droits et Logement ", et des "Tréteaux de la Colère" théâtre créatif de convergence des luttes.

.Dd!! est solidaire avec tous les peuples, colonisés, spoliés. Des missions partent entre autre en Palestine.

44 rue Montcalm 75018- 01 42 58 82 19-
droits-devant@globenet.org

Ligue des Droits de l'Homme

Depuis sa fondation, la Ligue des Droits de l'Homme se consacre à défendre toutes les femmes, tous les hommes victimes de dénis de droit : cibles de brutalités policières, étrangers en butte à l'arbitraire de l'administration et des lois injustes, réfugiés cherchant asile et repoussés hors de nos frontières, personnes dont les droits économiques et sociaux les plus élémentaires (logement, soins, travail, etc.) sont niés, la laïcité contre tous les intégrismes. Nous sommes là pour aider ces milliers de personnes qui, chaque année, s'adressent à nous, pour dénoncer l'injustice dont elles sont victimes et qui sont exclues de notre société.

Tout cela, nous le menons en France, et maintenant en Europe, comme au travers du monde entier, en lien avec d'autres organisations.

Le KO Social est un mouvement unitaire associatif qui s'est donné pour objectif de dénoncer les dérives du gouvernement actuel, dénonciation primordiale à nos yeux tant les atteintes aux droits - civils, politiques et sociaux - et aux libertés de nos concitoyens sont importantes aujourd'hui. Face à une profonde régression des acquis sociaux, la mobilisation de la société civile est essentielle. Cette lutte doit être menée de front par toutes les associations qui sont sur le terrain au quotidien.

LDH : Tél. : 01 56 55 51 00 - Fax : 01 42 55 51 21 - www.ldh-france.org

Paris Dissident

PARIS DISSIDENT essaie d'être une des étincelles qui allumera le feu de la prise de conscience populaire.

Apparemment les partis politiques de gauche comme de droite ne peuvent plus ou ne veulent plus apporter de solutions concrètes à nos réalités.

Il nous faut donc créer une coordination sociale faisant converger nos spécialités respectives afin de pouvoir apporter des solutions concrètes pour 2007.

Une coordination sociale se doit d'être un label de qualité : qualité de réflexion, qualité de pertinence, qualité d'alternance, de propositions au service des petits, des " peu nombreux ", des isolés, des exploités, des méprisés, des travailleurs de bonne volonté.

Il s'agit de mener une lutte pour l'amélioration du quotidien de chacun dans le respect de l'avenir écologique de notre planète et ce, pour permettre un renouvellement d'êtres et de vie, dans de meilleures conditions d'existence pour tous et à très long terme.

Liberté d'existence, liberté de choix de vie, liberté d'expression.

Paris_dissident@hotmail.com

GISTI

Pour la défense de l'égalité des droits : Liberté de circulation !

Les lois sur l'immigration et l'asile votées en France fin 2003 comme les projets européens en préparation dans ces domaines sont dangereux et inquiétants car foncièrement réactionnaires. Ils s'inscrivent dans une politique qui n'a rien à faire des droits de l'homme. Une politique de fermeture des frontières qui ne laisse entrer que les étrangers dont on a besoin. Une politique menée par tous les pays riches qui considèrent que l'étranger n'est pas un homme mais une marchandise. À tel point que nos gouvernements se moquent des morts de plus en plus nombreux qu'engendre leur politique.

Le Gisti défend une autre approche qui repose sur l'égalité des êtres humains et sur leur droit à la liberté de circulation, c'est-à-dire sur le droit pour tous de quitter leur pays pour aller vers celui de leur choix et s'y installer. Utopique ? Cette approche repose sur une pratique qui a montré toute la violence, toute l'injustice de la politique de fermeture. Politique qui produit aussi des sans-papiers, dont les conditions de vie indignes et surtout la présence démontrent l'efficacité très relative.

<http://www.gisti.org>

Pulsart

Pulsart est une association nationale d'actions artistiques fondée en 1994.

Elle fédère des artistes, principalement dans le domaine des arts plastiques, qui revendiquent une démarche artistique et un engagement au côté d'une population dite défavorisée. Elle prône les valeurs d'une démocratie culturelle directe, par la rencontre entre artistes et habitants des quartiers, au travers d'un processus de création individuel et collectif. Pulsart intervient sur des champs artistiques. L'association a pour objectif, à travers la mise en place d'ateliers et de rencontres, de permettre, en particulier à un public jeune, de s'initier à des pratiques actuelles (nouvelles technologies, images, son) favorisant l'expression personnelle et le développement de réflexes citoyens. L'association organise ces actions afin de valoriser la créativité et l'implication sociale des publics en situation d'exclusion. Pulsart travaille à l'élaboration d'une culture commune, Pulsart est à la recherche du beau et du bien commun.

**Association Pulsart -
19 rue Gaston Lauriau
93100 MONTREUIL -
tél : 01 48 58 28 24 - fax :
01 48 58 20 05
" Courriel-E-mail :
asso.pulsart@wanadoo.fr**

Après Bourges et Marseille, le SNES-FSU participe au KO social de Paris, avec plusieurs préoccupations :

La rentrée est marquée par un budget désastreux qui va aboutir à des suppressions massives de postes, bien au-delà de l'évolution démographique et à un développement de la précarité sans précédent en ce qui concerne les enseignants non titulaires.

D'autre part, les conclusions du rapport Thélot augmentent les mesures de décentralisation que nous avons combattues au printemps 2003, renforçant les inégalités entre les régions. Mais ce même rapport Thélot, qui servira sans doute de base à la future loi d'orientation, est dangereux pour l'avenir même des jeunes de ce pays. Les jeunes des quartiers populaires seront les plus touchés. Nous voulons réaffirmer une véritable ambition pour tous les jeunes. Cela passe par une élévation des niveaux de qualification pour que tout le monde trouve sa place dans une société plus juste.

De plus, nous sommes partie prenante de l'appel «Education sans frontières» pour obtenir la régularisation des sans papiers scolarisés.

Pour nous contacter : francoise.dumont@snes.edu - www.snes.edu - ou 01 40 63 29 62

Souriez vous êtes filmé-es !

"Souriez-Vous-Etes-Filmé-es !" lutte depuis 10 ans sur le terrain contre la vidéosurveillance, la biométrie et sur toutes formes de contrôle de l'individu. Caméras de surveillance numériques, bases de données, identification biométrique et génétique... Tous ces outils de surveillance, utilisés et croisés pour assurer un contrôle maximal des populations préfigurent un maillage sans précédent de l'espace public et de notre sphère privée. Cependant, les 3/4 des demandes d'installations de surveillance sont illégales.

Par des actions festives et juridiques nous informons et dénonçons :

La mise sous conditionnement de la population par un discours qui s'appuie sur la peur ;

L'exagération de la valorisation du sentiment d'insécurité qui développe le comportement de suspicion et de délation ;

Une mise sous tutelle d'une partie de la population considérée la plus dangereuse (étrangers, chômeurs, pauvres...).

Nous exigeons le retrait des caméras partout.

Nous réclamons une législation juridique européenne stricte et réservée de l'utilisation des " nouvelles technologies de surveillance et de contrôle ".

Nous défendons les principes fondamentaux des droits de l'homme et du citoyen notamment la protection et la préservation de la vie privée pour toutes et tous. **Nous sommes toutes et tous concerné-es. Agissons.**

Site : www.souriez.info - Contact : 06 07722275 - 01 42643779.



FSE de Paris Saint-Denis). Nous ne dissocions pas l'aspect festif de nos activités politiques par notre batucada - samba militante - et l'organisation de soirées poly festives. Par la pratique régulière de la désobéissance civile, nous refusons l'ordre établi et la marchandisation de la planète. Ouvrant pour la convergence des luttes, nous nous battons, entre autres, contre la guerre globale et permanente, contre le recul des droits économiques et sociaux, contre la répression policière et judiciaire, contre les pratiques racistes, sexistes et homophobes. Vamos! fait partie du Réseau Intergalactique qui regroupe plusieurs collectifs en France. Ensemble, nous tentons, dans la mesure du possible de mettre en pratique nos utopies.

<http://intergalactique.lautre.net>

www.avisdekosocial.org

Ras l'front

Contre les droites extrêmes et leurs idées, ici comme partout en Europe !

L'extrême droite progresse dans de nombreux pays.

Elle développe des idées, et parvient parfois même à imposer ses réponses, sur tous les sujets : démocratie, libertés, libéralisme, ordre moral, droit des femmes, droits sociaux, droit au logement, immigration, développement, solidarités, culture...

Tous les mouvements sociaux seront confrontés inmanquablement à l'extrême droite.

En France, deux ans après le 21 avril, le risque n'est pas derrière nous, comme l'ont prouvé les dernières élections. Le vote et les idées d'extrême droite sont banalisés.

En Europe, les droites extrêmes et populistes xénophobes progressent par des scores électoraux importants. Elles attisent les haines entre les peuples et apportent comme seule réponse face au rouleau compresseur libéral, le "chacun chez soi".

C'est pourquoi le réseau Ras l'front appelle - comme il le fait depuis plus de dix ans - à la vigilance et à l'émergence, en France comme en Europe, d'une contre-offensive plus que jamais nécessaire.

Nous espérons vous y retrouver !

**Ras l'front - Réseau de Lutte contre le Fascisme
B.P. 87 - 75561 Paris cedex 12 - tél./fax 01.47.00.41.66 - www.raslfront.org**

Réseau Sortir du nucléaire

Le Réseau Sortir du Nucléaire fédère près de 700 associations mobilisées pour sortir au plus vite du nucléaire.

Comme pour la plupart des problèmes dénoncés au KO-Social, les solutions existent mais ne sont pas mises en oeuvre. L'État et l'industrie nucléaire mentent sur le coût réel du nucléaire et promettent pour "bientôt" une solution miraculeuse concernant les déchets radioactifs. Depuis 2002, EDF impose d'inquiétantes restrictions budgétaires dans les centrales. Le nucléaire crée un danger extrême alors qu'il représente moins de 5% de l'énergie consommée dans le monde. De fait, il ne permettra pas de répondre à la montée du prix du pétrole ni au réchauffement climatique.

Au contraire, les énergies renouvelables (cf Allemagne, Espagne) protègent l'environnement, assurent l'indépendance énergétique, et créent 4 fois plus d'emplois que le nucléaire.

Nous exigeons donc un vrai service public de l'énergie, sans nucléaire, répondant aux besoins des usagers quels que soient leurs revenus.

www.sortirdunucleaire.org 04 78 28 29 22

SNES-FSU

Après Bourges et Marseille, le SNES-FSU participe au KO social de Paris, avec

LES GARDIENS DE PRISONS EN GREVE.



Vamos !

Vamos! est un collectif de jeunes désobéissants pour une mondialisation des luttes et des solidarités. Nous avons organisé des festivals (Charivari), des villages alternatifs (Village Intergalactique lors du Contre Sommet du G8 d'Evian en juin 2003, le GLAD pendant le



C'est le patron de TF1 qui l'a dit : Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (...). Mais il n'a pas dit toute la vérité : son " métier ", c'est aussi de banaliser la guerre entre les individus et l'humiliation sociale dans des jeux délibérément méprisants, de contribuer à la réélection d'un gouvernement ultra réactionnaire en cultivant l'angoisse et la peur...

Au même moment, on voit progresser brutalement la municipalisation et la régionalisation de la culture. Les autorités qui suivent le patronat expliquent qu'il y a trop d'artistes et d'intermittents du spectacle; les crédits qui permettent aux artistes et aux écrivains de coopérer dans l'enseignement en coopération avec les enseignants sont divisés par

quatre en un an. Des artistes qui refusent la soumission et la superficialité se voient virés des prisons ou des hôpitaux où ils travaillent dans la dignité avec les enfermés...

Ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement des survies professionnelles, mais la société et la civilisation dans lesquelles nous voulons vivre.

Le Groupe Réflex(e) réunit des artistes de tous les domaines, (plasticiens, metteurs en scène, chorégraphes, architectes...), des écrivains, des chercheurs et des acteurs culturels et sociaux (syndicalistes de la culture, Coopérative de diffusion Co-Errances, etc...) qui travaillent ensemble à inventer de nouvelles formes d'actions et de critiques efficaces à l'égard de la société du spectacle et du commerce.

En 2004 - 2005, le Groupe Réflex(e) prépare des initiatives sur les mutuelles de spectateurs, sur la libre circulation des hommes et des artistes : échanges d'expérience, réflexions sur les enjeux de civilisation, élaboration de positions communes, de lignes d'action et de questionnements pour les acteurs, chercheurs et créateurs.

Le Groupe Réflex(e) a initié la création du Parlement pour la démocratie culturelle et artistique (PDCA), actif depuis début 2004.

**Groupe Réflex(e) c/o Cassandre / Horschamp ;
tel : 01 40 35 00 98.**

Syndicat de la Magistrature

Egalité de tous devant la loi, droits de la défense, garantie des libertés individuelles... Autant de principes fondamentaux qui font que nous vivons dans un Etat de droit. Au fur et à mesure des lois, insidieusement ou franchement, ces garanties sont remises en cause: vos véhicules peuvent être contrôlés alors que vous n'avez rien à vous reprocher, vous ne pouvez plus discuter dans les halls d'immeuble, vous êtes fichés alors même que vous n'avez jamais été condamnés, vous irez en prison si vous n'avez pas les moyens de vous payer les transports en commun...

C'est contre ce modèle de société que le Syndicat de la Magistrature se bat depuis sa création en 1968. Plus que la défense des magistrats son rôle est de défendre une certaine idée de la justice: une justice de qualité, égale pour tous et qui respecte les citoyens.

La justice n'est pas une affaire de professionnels, elle vous concerne tous car c'est un pilier de la démocratie.

**Syndicat de la Magistrature
BP 155 75523 Paris Cedex 11
TÈl : 01 48 05 47 88 / fax : 01 47 00 16 05
e.mail : syndicat.magistrature@wanadoo.fr - Site:
www.syndicat-magistrature.org**

Survie

SURVIE : pour combattre le néocolonialisme en Afrique

On ne peut dénoncer le recul des libertés et des droits fondamentaux dans cette société, sans dévoiler le rôle des mafias françafricaines qui la rongent. La Françafrique est un système de gestion occulte, parallèle des relations franco-africaines par lequel la France maintient la domination sur ses anciennes colonies. Des réseaux de corruption politique et économique s'y alimentent.

Survie mène campagne pour :

- dénoncer la politique africaine de la France : soutien aux dictatures, corruption, opacité, non-respect des principes démocratiques.

- combattre la banalisation du génocide et faire la lumière sur les responsabilités de la France durant le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994.

- lutter contre le développement des paradis fiscaux qui légitiment l'argent du crime et du pillage, les trafics d'armes, la corruption...

**SURVIE 210 rue Saint-Martin, 75003 PARIS.
Tél. : (33-1) 01 44 61 03 25 - Fax : (33-1) 44 61 03 20
<http://www.survie-france.org>
e-mail : survie@wanadoo.fr**